

Un rendez-vous à ne pas manquer

DANS CE NUMÉRO :

- Les Deuxièmes États généraux de l'itinérance 1
- Suivis SPLI 2
- Note socio-économique de l'IRIS 5
- AGA RSIQ 5
- Pour une Politique en itinérance 6
- Deuxième Plan de lutte à la pauvreté 7

RSIQ

Coordonnateur:
Benoit Poirier

1710 rue Beaudry,
bureau 2.42
Montréal (QC)
H2L 3E7

Tél: (514) 861-0202
Fax: 1-888-438-9719

solidarite-itinerance@hotmail.com

www.rapsim.org
(section RSIQ)



Les 23 et 24 septembre prochains, le Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec (RSIQ) convie les milieux communautaire, institutionnel, municipal, politique, de la recherche ou autres, préoccupés par le phénomène de l'itinérance.

Par définition, des États généraux visent à réunir des représentantEs de tous les secteurs agissant sur une question pour faire le point sur celle-ci et établir des perspectives, convenir d'orientations. En mai 2005, plus de 220 personnes de tous les milieux et de toutes les régions s'étaient ainsi rassemblées pour une première édition qui avait permis de lancer la déclaration Droit de cité, fortement appuyée par le milieu. Ceci avait par la suite mené le RSIQ à développer sa plateforme pour une Politique en itinérance, adoptée suite à des rencontres régionales et nationale en 2006.

En vous rendant au www.rapsim.org, section RSIQ, vous trouverez tous les détails de la programmation de l'événement, document qui contient également le formulaire d'inscription à retourner avant le 10 septembre 2010.

Le RSIQ espère vous accueillir nombreux à cet événement important de l'automne. Une grande participation, en provenance de tous les milieux et de toutes les régions, permettra d'enrichir la programmation et de vraiment saisir et réfléchir sur les enjeux liés au phénomène de l'itinérance en 2010.

N'hésitez pas à faire circuler l'information dans tous vos réseaux, à votre Agence de la Santé et des Services sociaux, votre municipalité, vos partenaires, etc.

C'est donc un rendez-vous les 23 et 24 septembre 2010 à Montréal!

Réseau
SOLIDARITÉ
Itinérance du Québec

Deuxièmes États généraux
de l'itinérance

*Pour que tout le monde
s'en mêle!*

**23 et 24
septembre 2010**

Au Centre Lajeunesse
7378 rue Lajeunesse,
Montréal
(métro Jean-Talon)

SPLI 2011-2014: Un enjeu immédiat

Ce qui coûtait cher il y a dix ans, comme les terrains, les immeubles et la rénovation, est encore plus onéreux aujourd'hui. Le coût de l'intervention a aussi augmenté. Or le budget de ce programme n'a même pas été indexé, alors que les besoins ont cru de façon importante. En effet, davantage d'hommes, de femmes, de jeunes, d'autochtones, de familles se retrouvent dans les rues ou à risque de s'y retrouver. Pour répondre à toutes ces situations, il faut que le gouvernement augmente le budget de la SPLI.

En 2008, le gouvernement conservateur a renouvelé le programme de **Stratégie de partenariats de lutte à l'itinérance (SPLI) pour 5 ans, soit de 2009 à 2014.**

Les budgets disponibles pour 2009-2011 ont alors été affectés par les communautés et le gouvernement s'est réservé le droit de revoir les orientations pour 2011-2014, ce qu'il a entrepris de faire en consultant le milieu.

À 250 jours du 1^{er} avril 2011 et du début prévu de cette nouvelle phase de financement, le gouvernement n'a toujours pas annoncé l'orientation qu'il entend donner au programme pour 2011-2014.

Cela soulève de grandes inquiétudes dans le milieu qui l'exprime avec force (voir article- **La SPLI 2011-2014- Ça presse! Page 3**)

Le RSIQ demande que le gouvernement maintienne les orientations de la SPLI qui permettent de soutenir une diversité d'interventions pour répondre à différents besoins. Le fédéral doit aussi rehausser le budget de soutien aux sans-abri, qui n'a jamais été indexé.

Pour permettre que de nouveaux projets soient mis en œuvre dès le

Le financement fédéral en itinérance : Un rôle clé pour le milieu communautaire!

Le financement fédéral en itinérance assume depuis 2002 un rôle structurel au travail mené pour prévenir et soulager l'itinérance. Celui-ci, d'abord l'Initiative de partenariats en action communautaire (IPAC) qui est devenu la SPLI **assume le salaire de plus de 300 intervenantEs au Québec** dans des organismes d'hébergement, de logement, de travail de rue, de milieu de vie et de défense de droits.

Dès le départ, et encore aujourd'hui, ce financement fédéral a contribué à la **construction de logements sociaux**, complétant le programme québécois AccèsLogis, pour plus de 800 logements destinés aux sans domicile fixe. Il a aussi permis l'amélioration des locaux de nombreux organismes, de leur équipement, leur motorisé, etc.

Une des forces de ce financement, c'est qu'il a laissé aux communautés locales le soin de déterminer leurs priorités, de même que la sélection des projets.

Dès la première livraison du programme fédéral destiné aux sans-abri, le budget alloué aux 12 régions désignées pour recevoir les fonds a cependant été insuffisant. Au Québec, le montant des projets demandés est environ trois fois supérieur au budget disponible.



Réalisation du Bulletin:

Pierre Gaudreau, coordonnateur du RAPSIM et vice-président du RSIQ
Jenny Villeneuve, coordonnatrice du CRIO et secrétaire-trésorière du RSIQ

La SPLI 2011-2014 : Ça presse !

Un message clair exprimé partout au Québec le 17 juin

C'est par une série de rencontres, de Montréal jusqu'à Thetford, que les membres du Réseau SOLIDARITÉ itinérance du Québec (RSIQ) ont porté, le 17 juin dernier, un message clair sur la Stratégie de partenariats de lutte à l'itinérance (SPLI) pour 2011-2014: **Sa mise en œuvre avec un budget augmenté et le maintien du caractère généraliste et communautaire est pressante.**

Des éluEs et fonctionnaires du gouvernement fédéral et du gouvernement du Québec ont ainsi reçu copies des pétitions qui s'élevaient alors à déjà plus de **3000 noms**. Des **résolutions adoptées par quatre des plus grandes villes du Québec** (Montréal, Québec, Gatineau et Longueuil) ont aussi été déposées, en appui aux demandes du RSIQ pour la SPLI 2011-2014.

Ont entre autres reçu la visite

des membres du RSIQ, les bureaux des ministres fédéraux **Diane Finley à Ottawa** et Lawrence Cannon à Gatineau, Christian Paradis à Thetford, Jean-Pierre Blackburn au **Saguenay**, de la députée conservatrice Josée Verner à **Québec**, de même que des députés bloquistes et libéraux à **Longueuil et Gatineau.**

Au niveau du gouvernement du Québec, les ministres **Bolduc et Thériault** et les responsables du dossier au MSSSQ ont aussi eu de la visite à Québec, comme le ministre des Affaires municipales et responsable du logement, Laurent Lessard à Thetford.

À **Montréal**, de bonnes rencontres ont eu lieu avec les attachés des députés **Gilles Duceppe et Marc Garneau** qui ont réitéré leur appui à notre demande. La délégation montréalaise a aussi

rencontré les dirigeantes de Services Canada au Québec et responsables du dossier de la SPLI : **Marie Germain et Marie-Danielle Colas**, pendant qu'à **Gatineau**, on rencontrait la nouvelle directrice du Secrétariat national des sans-abri, **Barbara Lawless.**

Au sortir de ces rencontres, le RSIQ a pu constater que nos préoccupations sont partagées et que tout le monde semble s'accorder pour dire que pour répondre aux besoins croissants et être efficiente au maximum, la mise en œuvre de la SPLI ne doit pas attendre.

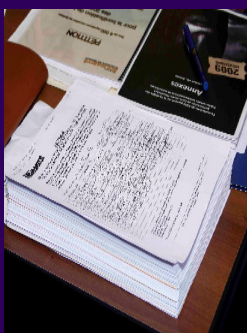
La balle est dans le camp de la ministre Finley qui doit rapidement confirmer l'orientation du programme et sa mise en œuvre pour 2011-2014... sans oublier une bonification de l'enveloppe!



Délégation du CRIO: Annie Castonguay, membre, Louise Guindon, présidente, Jenny Villeneuve coordonnatrice, Yves Séguin, vice-président, Camille Lemay, organisatrice d'événements et derrière la caméra, François Roy, trésorier.



À gauche, François Villemure, président du RAPSIM remet les pétitions à Marie Germain de Service Canada à Montréal, en présence de Marie-Danielle Colas, co-présidente du Comité conjoint fédéral-provincial de gestion de la SPLI et de Michelle Duchesne, présidente sortante du RAPSIM, derrière la caméra.



P
é
t
i
t
i
o
n



Plus de 4400 noms au total

Au 30 juin, c'est plus de 4400 noms qui ont été récoltés par le RSIQ dans 116 organismes au Québec afin d'appuyer ses demandes sur la SPLI 2011-2014.

MERCI DE VOTRE PARTICIPATION!

Crédits photos:
RAPSIM - CRIO - ROIL

SPLI: Le comité consultatif interpellé

Le 18 juin, au lendemain de la journée de remise de pétitions, se tenait une rencontre du Comité consultatif de la SPLI.

Ce comité voit au suivi de la mise en œuvre de la SPLI au Québec. Il est formé des coprésidents du Comité conjoint de gestion de la SPLI, Marie-Danielle Colas, du Secrétariat national au fédéral et Robert Faulkner du MSSS pour le gouvernement du Québec. Sont aussi présents d'autres représentantEs, provenant des Agences, de Service Canada, du MSSSQ, de la SHQ

et deux personnes du communautaires : Pierre Gaudreau pour le RSIQ et Isabelle Gendreau du Regroupement des Auberges du Cœur du Québec

L'enjeu de la SPLI 2011-2014 y a été soulevé. Pour que sa mise en œuvre soit adéquate et efficiente elle ne doit pas débiter en retard, tous en conviennent. Le RSIQ y a aussi relayé l'ensemble de ses demandes déposant à tous les membres la liste des appuis à la

pétition. **Le représentant du MSSSQ responsable des affaires intergouvernementales a souligné l'appui du gouvernement du Québec à nos demandes, tant sur la hausse du budget que du maintien du caractère généraliste, incluant la prévention.**

Pour Québec, le financement fédéral doit respecter les orientations de son Plan d'action interministériel en itinérance.

Pour maintenir les pressions

19 et 20 juillet : Un blitz du 250^e jour



Face à l'absence de nouvelle concernant la mise en œuvre de la SPLI 2011-2014, le RSIQ mènera un blitz de fax à la ministre, Diane Finley, et à la Directrice du Secrétariat national des sans-abri, Barbara Lawless, pour leur demander de procéder aux annonces et enclencher la mise en œuvre.

9 septembre : Journée nationale d'actions

Le 9 septembre, le RSIQ a déjà voté la tenue d'une journée nationale de mobilisation qui se tiendra dans différentes régions. À 200 jours du 1^{er} avril, nous en serons alors encore dans les limites du délai pouvant permettre une mise en œuvre de la SPLI 2011-2014 à temps pour le 1^{er} avril, incluant pour les nouveaux projets. Tous les détails à venir...



À gauche, François Germain, représentant du ROIL remet les pétitions à Nicole Demers, Robert Carrier et Serge Ménard.

30 juin 2010: Le ROIL presse le fédéral d'agir sur la SPLI

C'est le 30 juin que les représentantEs du Réseau des organismes et intervenants en itinérance à Laval tenaient, en lien avec le RSIQ, leur action sur la SPLI. La pétition, alors à plus de 4000 noms, a été donnée aux trois députés bloquistes de la région, Robert Carrier, Serge Ménard et Nicole Demers, qui se sont engagés à remettre tous les documents entre les mains de la Ministre Finley.

Augmentation de l'itinérance à prévoir selon l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS)



Dans sa plus récente note socio-économique, « *Logement 2010: Différents visages de la crise* » parue le 6 juillet, l'IRIS prévoit une augmentation de l'itinérance. Alors que l'offre de logements est toujours nettement insuffisante, que le coût des loyers ne cessent d'augmenter, l'IRIS indique que « *les régions sont abandonnées aux promoteurs et à une logique du marché incapable de répondre aux besoins des gens* ».

Bien que l'itinérance ne soit pas un phénomène nouveau, cette pénurie du logement risque d'aggraver le phénomène.

De plus, l'IRIS indique que malgré que le problème soit criant à Montréal, dont les Refuges remarquent une augmentation importante de la fréquentation, il ne faut pas oublier les régions qui sont aussi aux prises avec les conséquences de la crise.

L'Abitibi et la région de Québec sont entre autres prises en exemple, le taux d'inoccupation se situant entre les 0% et 0,4%. La région métropolitaine de Québec

affiche d'ailleurs le taux d'inoccupation le plus faible de toutes les agglomérations urbaines du Canada.

Il est à noter que l'IRIS prend en compte divers facteurs pour ses prévisions. En plus des taux d'inoccupation des logements, il considère le coût des loyers, l'endettement des ménages et la crise économique.

Source:

www.iris-recherche.qc.ca

Note socio-économique

[Logement 2010 : Différents visages de la crise](#)

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DU RSIQ



Vendredi le 22 octobre 2010
à Drummondville

** Tous les détails à venir **

Pour une politique... EN ITINÉRANCE!

Mise en œuvre du Plan d'action interministériel en itinérance 2010-2013



À l'heure d'écrire ces lignes, le RSIQ n'a malheureusement pas d'information supplémentaire du MSSSQ quant à la mise en œuvre du plan d'action.

Les représentantEs des différentes Agences de la Santé et des Services sociaux ont été rencontrés à Québec le 10 juin dernier, où ils ont été informés de certains détails qui avaient par ailleurs déjà été communiqués au RSIQ lors d'une rencontre au cabinet de la ministre Thériault en mai dernier

Depuis, aucune annonce n'a encore été faite et ce qui est étonnant, bien que l'on nous renvoyait au second plan de lutte à la pauvreté pour répondre à certaines de nos questions, même avec la sortie de ce dernier, rien de nouveau n'était alors précisé.

Le RSIQ espère donc être en mesure de vous communiquer des éléments nouveaux bientôt. Si de votre côté, dans vos régions, vous étiez informés de détails particuliers, merci de nous les transmettre au RSIQ!

« L'augmentation du phénomène de l'itinérance nous interpelle tous et dans la poursuite de sa mission de protection du public, le Barreau va continuer à demander au gouvernement notamment que les droits économiques et sociaux fassent l'objet d'un débat pour une reconnaissance équivalente aux autres droits.

Le rapport unanime de la Commission parlementaires propose l'adoption d'une politique globale en matière d'itinérance : cette politique devra comprendre les enjeux d'ordre juridique.

Dans une société aussi riche que la nôtre, il est inadmissible que l'État n'utilise pas tous les moyens appropriés pour répondre aux besoins essentiels des groupes les plus vulnérables. »

M. le bâtonnier
Gérald R. Tremblay,
C.M., O.Q., c.r.
Montréal, le 29 novembre 2009

Il est toujours temps de demander l'appui des municipalités

Le Conseil municipal de Gatineau et celui de Longueuil ont récemment adopté à l'unanimité une résolution demandant au gouvernement du Québec de se doter d'une Politique en itinérance. La Ville de Montréal, a quant à elle soutenu cette demande en Commission parlementaire et participe publiquement aux actions du RAPSIM en ce sens. Le RAIQ, le ROIL, la Table de Sherbrooke et la Table de Saguenay sont présentement en démarches en ce sens.

On invite donc toutes les concertations régionales et membres associés à faire de même, en approchant vos **Conseils municipaux**, pour que vos Villes adoptent aussi une résolution reprenant les demandes du RSIQ pour l'adoption d'une Politique en itinérance.

Un plan d'action c'est un pas...
Une Politique c'est LA solution!

ERRATUM:

Il est à noter que dans l'édition de mai 2010, nous avons omis d'indiquer que les photos de l'action pour une Politique en itinérance à Montréal ont été prises par Raphaël Lamy de l'organisme Ma Chambre Inc.

Le RSIQ en appui à la campagne du Collectif pour un Québec sans pauvreté

2^{ème} Plan de lutte à la pauvreté !?!

Le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Sam Hamad, accompagné de la ministre déléguée aux Services sociaux, Lise Thériault, et de nombreux collègues dévoilaient, le dimanche 6 juin, le deuxième **Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015**.

Le Collectif pour un Québec sans pauvreté et les regroupements nationaux alliés ont tôt fait de réagir en dénonçant l'insuffisance des mesures annoncées.

C'est le lundi 7 juin qu'à donc été lancée la vaste campagne « **RETOUR À L'EXPÉDITEUR** », afin d'indiquer la grande insatisfaction face à ces nouvelles dispositions. Ces dernières sont insuffisantes et ne s'attaquent pas aux causes structurelles de la pauvreté, ce qui ne peut donc être considéré comme une réelle lutte à la pauvreté! Le RSIQ a rapidement participé à cette campagne et vous invite à en faire autant. Les outils sont très bien faits, il est donc extrêmement simple d'y ajouter votre voix.

MARCHE À SUIVRE DISPONIBLE SUR LE SITE DU COLLECTIF POUR UN QUÉBEC SANS PAUVRETÉ AU:
http://www.pauvrete.qc.ca/article.php3?id_article=692



Lettre ouverte du RSIQ, le 7 juin 2010

2^{ème} Plan de lutte à la pauvreté : Les plus démunis condamnés à le rester

C'est avec beaucoup d'espoir que le **Réseau SOLIDARITÉ itinérance du Québec** attendait la sortie du 2^e Plan de lutte à la pauvreté. Le besoin d'agir pour combattre la pauvreté des personnes en situation ou à risque d'itinérance est une évidence. Trouver à se loger avec 576 \$ par mois relève du miracle et cette situation fait croître l'itinérance partout au Québec, de l'Accueil Bonneau de Montréal en passant par le Gîte Ami de Gatineau, le Havre de Trois-Rivières, l'Accueil Poirier de Sherbrooke, l'Aube Rivière à Québec, etc.

C'est avec déception que le RSIQ a constaté qu'aucune mesure de rehaussement des prestations n'est prévue dans ce plan, hormis leur indexation. Même selon le modeste indice du Panier de consommation, un rattrapage énorme est à faire pour couvrir les besoins essentiels. De 2003 à 2010, les personnes seules et les couples considérés aptes au travail se sont appauvris. Tout en reconnaissant cette situation, le document du 2e plan de lutte ne propose malheureusement rien qui puisse la changer.

La nécessité de relever les prestations de base avait pourtant été largement exprimée lors des consultations nationales et régionales menées par le ministre Hamad. Tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de celles-ci, les membres RSIQ y avaient porté cette demande. Dans un avis publié en 2009, le Comité consultatif du gouvernement en matière de lutte à la pauvreté avait lui-même souligné la nécessité d'agir face à la pauvreté persistante des personnes itinérantes. Cet enjeu était aussi largement ressorti lors de la Commission parlementaire sur l'itinérance tenue en 2008 et 2009. Un message que le gouvernement a choisi d'ignorer. Après des années de luttes, il faut souligner le gain que ce plan amène en doublant le montant des pensions alimentaires non considéré pour les prestations d'aide sociale. Les 115 millions \$ des Fonds d'investissement sociaux seront sûrement utiles pour de nombreux projets et... vite utilisés. Cependant, le Plan comporte surtout une série de maintien de mesures et de répétitions des annonces du décevant dernier budget.

L'absence de mesures structurelles pour combattre la pauvreté est inacceptable. On ne peut tolérer l'accroissement des écarts de richesse. L'itinérance n'est pas qu'une question de pauvreté, mais la persistance de celle-ci contribuera à la faire croître. Le Québec mérite un véritable plan de lutte à la pauvreté. Le RSIQ demande au gouvernement de refaire ses devoirs.